

Les relations entre la Chine et le Pakistan

Paris, 11 décembre 2008
Groupe d'étude de l'Observatoire
sur l'évolution politique et stratégique de la Chine
Jean-Luc Racine,
Chercheur associé Asia Centre à Sciences Po
(CNRS-EHESS)

paper
ASIA CENTRE CONFERENCE SERIES

Les relations entre la Chine et le Pakistan s'inscrivent d'évidence dans un cadre plus large que celui des relations bilatérales entre les deux pays. Il faut les replacer dans une géométrie complexe structurée au premier chef par le triangle Inde-Pakistan-Chine, mais développée aussi dans des cercles plus larges : l'Asie du Sud, où la Chine cherche à accroître son influence auprès des voisins de l'Inde (Birmanie, Bangladesh) et le continuum Pakistan-Afghanistan, avec ses appendices déployés vers l'Asie centrale et le Moyen Orient (Iran, Golfe persique). Plus largement, elle est un élément de la recomposition des rapports de force en Asie, à l'heure où l'Inde émergente rencontre du Japon jusqu'au Etats-Unis, un écho nouveau, porteur de décisions diplomatiques et stratégiques qui dessinent certains des éléments importants de la multipolarité qui s'instaure à petits pas dans un ordre mondial en rapide évolution.

I. Une «amitié par tous les temps»

Dans la rhétorique fleurie des discours officiels, l'amitié sino-pakistanaise est ainsi qualifiée : «aussi haute que le Karakorum, aussi profonde que l'Océan». Plus sobrement, les analystes pakistanais parlent volontiers d'une amitié transcendant les circonstances, «all weather friendship». De fait, la relation privilégiée qui s'est établie entre le Pakistan et la Chine populaire est remarquable à plus d'un titre.

Elle prend sa source lors de la Conférence de Bandung, en 1955. En apparence, l'amitié sino-indienne est alors au plus haut, mais déjà le ver est dans le fruit. Nehru sème les germes de ce qui deviendra le mouvement des non-alignés,

qui par définition s'écarte autant du bloc communiste que du camp américain, un camp qu'a rejoint le Pakistan en adhérant à l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-est (OTASE) et au Pacte de Bagdad (1954) qui promeut la politique anglo-américaine au Moyen-Orient. Pékin va plutôt jouer la carte afroasiatique, ouverte au Pakistan, bien que celui-ci tarde à plaider la cause de l'entrée de la République populaire à l'ONU, et se montre plus que réservé après l'entrée des troupes chinoises au Tibet, en 1959.

La courte guerre sino-indienne de 1962 change la donne, dès lors que Washington, allié d'Islamabad, accepte d'armer New Delhi contre la menace chinoise. Dès 1963, le Pakistan et la Chine signent un accord frontalier au Sinkiang, que New Delhi ne peut que récuser, puisqu'il affecte les territoires du Nord du Cachemire que l'Inde revendique. Dès lors, et pour trente ans, la Chine va épouser la cause pakistanaise sur le Cachemire. En 1965, elle soutient —diplomatiquement— le Pakistan dans la guerre qui l'oppose à l'Inde et commence à fournir à son voisin une assistance militaire. La Chine va devenir rapidement un fournisseur d'armement majeur pour le Pakistan, bien que celui-ci se tourne aussi vers les Etats-Unis. En 1967 commencent les grands travaux de la route transhimalayenne du Karakorum, achevés en 1971: un lien terrestre permanent relie dès lors la Chine de l'Ouest à Islamabad et à la vallée de l'Indus.

L'année 1971 est riche à maints égards: Islamabad joue secrètement les bons offices en préparant le rapprochement entre Washington et Pékin que négocie dans l'ombre Henry Kissinger. Le Pakistan facilite de même un dialogue inédit

entre la Chine et l'Iran proaméricain de la dynastie Palhevi. Dans la guerre qui oppose l'Inde au Pakistan en décembre 1971, et qui se solde par la sécession du Bangladesh, la Chine soutient Islamabad. Mais pas plus qu'en 1965 elle ne s'engage militairement contre l'Inde. New Delhi ayant signé avec Moscou, en juillet 1971 un traité d'amitié et de coopération indo-soviétique pour trente ans, on voit se mettre en place ce qui pourrait sembler un axe Moscou-Delhi croisant un axe Washington-Islamabad-Pékin, à ceci près que ces rapprochements diplomatiques ne s'accompagnent pas d'alliances militaires.

Le premier essai nucléaire indien, en 1974, renforce Zulfikar Ali Bhutto, Premier ministre pakistanais, dans sa volonté d'avoir aussi la bombe, qu'il qualifie «d'islamique» pour faire bonne mesure. En dépit des dénégations chinoises et pakistanaises, la plupart des experts internationaux considèrent que Pékin a contribué au programme d'armement nucléaire pakistanais, et à sa capacité balistique, particulièrement dans les années 1990, qu'il s'agisse de missiles M11 à courte portée, ou du missile Ghauri de moyenne portée (on parle aussi de la Corée du Nord), testé juste avant les essais nucléaires pakistanais de 1998, réplique quasi immédiate aux essais indiens.

L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan en 1979 rapproche plus encore Islamabad de Pékin qui, ayant rompu avec Moscou, dénonce une fois de plus le «social-impérialisme» de l'URSS. Pour contrer l'expansionnisme soviétique vers les mers chaudes —lecture prévalant à Pékin— la Chine renforce sa politique d'aide militaire au Pakistan. La presse pakistanaise du temps évoque même un possible transfert d'armes chinoises aux mujahideens afghans.

Au total, la politique chinoise vis-à-vis du Pakistan offre aux yeux d'Islamabad de multiples qualités. D'une part, elle contribue grandement —encore aujourd'hui— à la construction des capacités militaires pakistanaises, non seulement par les ventes d'armes, mais par l'établissement de véritables infrastructures industrielles dans ce domaine (complexe de Taxila et de Wah au Punjab). Cet appui vaut aussi pour les domaines sensibles comme le nucléaire civil (centrales de Chasma, sur l'Indus) et, plus récemment dans la construction de la phase 1 du port en eaux profondes de Gwadar, à proximité de la frontière iranienne, et donc du Golfe Persique. D'autre part, et c'est essentiel, la relation à la Chine est fiable, à l'inverse de la coopération américaine qui fluctue selon les circonstances, car Washington n'hésite pas à recourir aux sanctions entre deux phases de rapprochement imposées par la situation en Afghanistan (présence soviétique dans les années 80, lutte contre les talibans et al Qaeda après le 11 septembre).

Face au voisin indien, la relation sino-pakistanaise est donc positive pour les deux pays. Elle offre à la Chine l'opportunité de limiter l'hégémonie indienne en Asie du sud, une politique d'ensemble qui s'inscrit aussi, fût-ce sur un mode mineur par rapport à l'enjeu pakistanais, chez d'autres voisins de l'Inde, Bangladesh et Birmanie au premier chef. L'insurrection au Cachemire, qui commence fin 1989 et qui reçoit très vite le soutien du Pakistan, intensifie plus encore la fixation d'une part conséquente des forces indiennes, dans cette section de l'Himalaya, sans remettre en cause, militairement, la présence chinoise en Aksai Chin, haut plateau stratégique en ce

qu'il fait le lien entre Tibet et Sinkiang, et que revendique l'Inde. Le Pakistan offre enfin à la Chine une ouverture vers les eaux chaudes de l'Océan indien et vers les pays du Golfe. Quant au Pakistan, au-delà du renforcement de ses capacités militaires voire nucléaires et balistiques, la relation à la Chine lui permet d'aborder sa difficile relation à l'Inde dans une posture moins asymétrique, tant en matière de défense que sur le plan diplomatique.

Pourtant, dès les années 80, un nouveau paradigme va apparaître, qui va compliquer le jeu. Sans remettre en cause le soutien de Pékin à Islamabad, il va le pondérer, à mesure que les relations sino-indiennes vont reprendre, et que le péril de l'islamisme combattant va s'étendre au-delà des frontières de l'Afghanistan et du Pakistan. Les «quatre modernisations» identifiées par Zhou Enlai, puis mises en avant par Deng Xiaoping après la mort de Mao et le lancement des réformes économiques, vont peu à peu réorienter la diplomatie chinoise dans un sens permettant de redéfinir en partie la relation entre Pékin et New Delhi. Dans une communication faite à Islamabad en 2003, Hu Shinsheng, chercheur à l'Institut Chinois des Relations Internationales Contemporaines de Pékin, résumait ainsi les «trois tâches cruciales» assignées à la politique étrangère chinoise : «préserver sur le champ extérieur le développement économique et la stabilité sociale du pays; travailler sans cesse à la réunification nationale et s'efforcer de se libérer de la pression stratégique américaine». La meilleure façon d'y aider étant de mettre en oeuvre une «politique de bon voisinage».¹

II. Deux fortes inflexions

Cette nouvelle politique chinoise explique en partie la volonté d'une normalisation partielle des relations avec l'Inde, mais les dynamiques indiennes y sont aussi pour quelque chose. Si les effets des réformes économiques indiennes ne s'affirment vraiment, en termes de croissance forte, que dans les années 2000, la conduite des essais nucléaires indiens en 1998 et les premiers succès de la diplomatie indienne en Asie du Sud-est (la Look East policy) contraignent la Chine au principe de réalité : économiquement, militairement et diplomatiquement, l'Inde monte en puissance, et il convient d'en tenir compte.

1. L'Inde, un nouvel acteur courtisé

Ce principe de réalité —ou ce pragmatisme— expliquent que l'aigreur des relations entre l'Inde et la Chine, consécutive aux essais nucléaires indiens, et plus encore au discours accusateur de l'Inde, n'ait pas duré plus longtemps. L'épisode vaut d'être rappelé, car il éclaire la complexité du triangle Inde Chine Pakistan, et de sa relation à Washington.

Dans une lettre du 13 mai 1998 au Président Clinton, le Premier Ministre indien A.B. Vajpayee avait dénoncé la politique d'encercllement et de prolifération de son «voisin du nord» :

«We have an overt nuclear weapon state on our borders, a state which committed armed aggression against India in 1962. Although our relations with that country have

¹ Voir bibliographie

improved in the last decade or so, an atmosphere of distress persists mainly due to the unresolved border problem. To add to the distress that country has materially helped another neighbour of ours to become a covert nuclear weapons state. At the hands of this bitter neighbour we have suffered three aggressions in the last fifty years. And for the last ten years we have been the victim of unremitting terrorism and militancy sponsored by it in several parts of our country, specially Punjab and Jammu & Kashmir.»²

Pékin n'avait pas apprécié, et avait signé avec Washington une déclaration conjointe, le 27 juin, par laquelle la Chine et les Etats-Unis entendaient " prévenir l'accélération de la course aux armements nucléaires en Asie du sud" tout en se définissant comme les gardiens naturels de la paix en Asie du Sud :

«As P-5 members, and as states with important relationships with the countries of the region, we recognize our responsibility to contribute actively to the maintenance of peace, stability and security in the region, and to do all we can to address the root causes of tension.»³

La réponse de New Delhi était venue le jour même :

« We have seen the US-China «Joint Statement on South Asia». India categorically rejects the notion of these two countries arrogating to themselves, joint or individual responsibility for «the maintenance of peace, stability and security in the region». This approach reflects the hegemonistic mentality of a bygone era in international relations and is completely unacceptable and out of place in the present day world.»⁴

Pour le reste, ajoute New Delhi, l'amélioration souhaitée des relations avec le Pakistan relève d'un "dialogue bilatéral direct".

Dès 1999, toutefois, les relations reprenaient leur cours normal, avec de multiples canaux d'entretiens au fil d'une décennie de rapprochement à petits pas. C'est à l'invitation du Premier ministre Li Peng que Rajiv Gandhi, son homologue indien, s'était en effet rendu en visite officielle en Chine en décembre 1988. Rajiv Gandhi perdit le pouvoir l'année suivante, mais le tournant était opéré. Le contentieux frontalier entre les deux pays, qui porte essentiellement sur les deux extrémités de la chaîne himalayenne, le Cachemire et l'Arunachal Pradesh, donne dès lors lieu à un certain nombre de mesures de confiance: en 1993, un Accord sur le maintien de la paix et de tranquillité le long de la ligne de contrôle, suivi en 1996 d'un Accord sur les mesures de confiance dans le champ militaire le long de la Ligne de contrôle. Ces accords cherchent à éviter les accrochages entre troupes le long de la frontière contestée. En avril 2005, les deux pays s'engagent dans un "Partenariat stratégique et de coopération pour la paix et la prospérité", qui dépasse de loin les questions bilatérales : on y aborde la nécessaire réforme de l'ONU, la lutte contre le terrorisme, les politiques commerciales globales liées à l'OMC. C'est la vision d'un monde multipolaire qui est réaffirmée, et l'article 19 de l'accord précise :

« Aware of their linked destinies as neighbors and the two

2 <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9D01E5DA1430F930A25756C0A96E958260>

3 <http://www.nti.org/db/china/engdocs/sasiasum.htm>

4 www.indianembassy.org/pic/PR_1998/June98/prjune2798.htm
- 4k -

largest countries of Asia, both sides agreed that they would, together, contribute to the establishment of an atmosphere of mutual understanding, trust and cooperation in Asia and the world at large, and facilitate efforts to strengthen multilateral coordination mechanisms on security and cooperation».⁵

Au fil des accords signés entre les deux pays, Pékin et New Delhi soulignent que leur démarche n'est tournée contre aucun pays tiers. Ce message est à destination du Pakistan pour la Chine, et des Etats-Unis pour l'Inde, car New Delhi et Washington opèrent en parallèle un processus de rapprochement lancé par Bill Clinton en 2000, et intensifié grandement par l'Administration Bush, qui propose à l'Inde un accord sur le nucléaire civil en 2005.

Le Pakistan doit donc repenser ses relations avec la Chine, comme celles avec les Etats-Unis dans le cadre de ce que les experts américains appellent la dehyphenation de l'Inde et du Pakistan, qui fait sortir du jeu à somme nulle traditionnel, qui voulait que toute action favorable à l'Inde soit perçue comme inamicale au Pakistan et inversement. Nous sommes donc sortis du triangle traditionnel Inde-Chine-Pakistan, pour entrer dans un échiquier beaucoup plus large, celui des nouveaux équilibres en Asie, et de leur influence sur le quadrilatère Inde-Chine-Pakistan-Etats-Unis. Ceux-ci se rapprochent de New Delhi pour ses qualités propres, mais aussi pour renforcer l'Inde afin d'en faire un contrepoids à la montée en puissance de la Chine. L'Inde joue le jeu pour autant qu'elle en profite (voir le nucléaire civil), sans pour autant se prêter à une éventuelle politique américaine de containment de la République populaire. De façon comparable sinon symétrique, la Chine, en normalisant autant que faire se peut ses relations avec l'Inde, cherche à s'assurer que celle-ci ne tombera pas exagérément dans le giron américain.

Cela réduit d'autant les marges de manoeuvre du Pakistan, qui doit aussi payer le prix de sa politique d'instrumentalisation des groupes islamistes armés, dont les effets finissent par inquiéter Pékin, dès lors qu'ils commencent à affecter la Chine.

2. Le péril de l'islamisme radical combattant

La volonté de normaliser les relations avec New Delhi n'est pas seule en cause dans l'inflexion de la relation Pékin-Islamabad. Très pro-pakistanaise dans la lecture du conflit du Cachemire, la Chine commence à changer de ligne dans les années 1990, à mesure que la radicalisation des forces islamistes s'affirme, aussi bien au Cachemire qu'en Afghanistan. En 1996, la prise de Kaboul par les Talibans marque un tournant, et Pékin tentera ensuite de passer par le canal d'Islamabad — outre des contacts discrets avec les Talibans — pour tenter de contrer les réseaux islamistes pouvant influencer, voire former, les groupes séparatistes ouighours du Sinkiang. A compter de 1994-95 la montée en puissance des groupes jihadistes pakistanaïes — Lashkar e Taiba, Harkat ul mujahideen — opérant au Cachemire inspire à Pékin la même crainte, car il ne s'agit plus là d'insurgés cachemiris, mais bien de groupes ayant des objectifs plus larges, transnationaux. C'est un danger pour la Chine, qui craint que ces groupes, avec les

5 <http://pk.chineseembassy.org/eng/xnyfgk/t191666.htm>

talibans, ne stimulent les « sécessionnistes » du Sinkiang, vite définis comme terroristes. Danger d'autant plus grand, aux yeux de Pékin, que les combattants de ces groupes sont passablement mobiles. L'Afghanistan des talibans et les zones tribales pakistanaises offrent des bases à des militants venus de pays tiers, y compris des Ouzbeks et, semble-t-il des Tchétchènes. Un signal est donné en avril 1996, quand Pékin et Moscou créent le Shanghai Five, qui deviendra en 2001, avec l'entrée de l'Ouzbékistan, l'Organisation de Coopération de Shanghai, dévolue à la sécurité de l'Asie centrale, élément déterminant de la « stabilité sociale » des confins chinois comme des confins russes.

Ce contexte explique la nouvelle posture de la Chine sur la question du Cachemire. Il faut citer ici l'étonnant discours de Jiang Zemin devant le Sénat pakistanais, le 2 décembre 1996, neuf mois après la création du Shanghai Five, et dix semaines après l'entrée des talibans à Kabul, le 27 septembre. Hormis les passages introductifs célébrant la solidité des relations sino-pakistanaises, le président s'y livre à un plaidoyer pour la bonne entente entre la Chine et l'Asie du Sud, évoque les moines bouddhistes —indiens et chinois— qui ont dans les temps antiques « aidé à construire les ponts des contacts amicaux entre les deux parties ». Il célèbre les cinq principes de la coexistence pacifique définis entre l'Inde et la Chine en 1954. Il donne aussi, point clé de son discours aux dirigeants pakistanais, une leçon de modération sur le Cachemire, qui n'est pas citée. Mais chacun l'a en tête en entendant Jiang Zemin appeler à « gérer comme il convient les différends dans un esprit de recherche des intérêts communs, en mettant de côté les divergences » et ajouter, pour être clair « Si pour l'heure certaines questions ne peuvent être réglées, elles peuvent être mises de côté de façon temporaire, afin qu'elles n'affectent pas les relations normales entre Etats ». ⁶

Dans le vocabulaire en usage au Pakistan, on traduirait ainsi la suggestion difficilement acceptable du numéro 1 chinois : « pushing Kashmir on the backburner ». L'islamisme, du reste, n'est pas seul en cause. La position pakistanaise sur le Cachemire, depuis 1948, est de plaider pour l'application des résolutions de l'ONU suggérant de régler de différend indopakistanais en organisant un référendum au Cachemire. Bien évidemment, ni à Pékin, ni à Moscou on ne voit d'un bon oeil une revendication découlant du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à l'heure où s'agite le Sinkiang et où la Tchétchénie est en guerre depuis 1994.

Islamabad constatera bientôt que la position chinoise n'est pas qu'une suggestion de modération. Quand, en 1999, les forces pakistanaises envoient des combattants au-delà de la Ligne de contrôle pour établir des postes côté indien, au-dessus de la ville stratégique de Kargil, et que l'Inde entre en guerre contre les intrus — sans traverser la Ligne, dissuasion nucléaire oblige— Nawaz Sharif, Premier ministre pakistanais débordé par son chef d'état major de l'Armée le général Musharraf, fait en vain une visite en Chine pour débloquer une situation qui devient menaçante. Il lui faut rencontrer d'urgence Bill Clinton pour calmer le jeu : un président américain qui l'année suivante, le 25 mars 2000, après cinq jours en Inde, passera cinq heures à Islamabad, le temps de lancer à la télévision d'Etat pakistanaise ce

6 www.fmprc.gov.cn/eng/topics/wzlcflfyeng/lshbjst/dpakistan/t16111.htm

constat, alors que le Général Musharraf a pris le pouvoir : « This era does not reward people who struggle in vain to redraw borders with blood. It belongs to those with the vision to look beyond borders, for partners and commerce and trade. It does not favor nations where governments claim all the power to solve very problem. Instead, it favors nations where the people have the freedom and responsibility to shape their own destiny. » ⁷

Temps difficiles pour Islamabad, mais le général Musharraf fera le choix d'entendre l'appel de Washington au lendemain du 11 septembre. Le Pakistan redeviendra un « état du front », cette fois dans la lutte contre les Talibans et contre al Qaeda. La Chine ne peut que réviser l'appréciation qu'elle a pu porter longtemps sur les effets bénéfiques du Pakistan comme déstabilisateur de l'Inde. Non seulement l'instrumentalisation des islamistes armés est devenue incontrôlable, mais la « guerre contre la terreur » centrée sur l'Afghanistan permet aux Etats-Unis d'intensifier leur présence dans les pays voisins du flanc occidental de la Chine. En Afghanistan bien sûr, mais aussi en Ouzbékistan et au Kirghizistan —une base est ouverte dans chacun des pays— et plus discrètement au Pakistan, où des agents de la CIA et du FBI entrent en scène en plus grand nombre, tandis que le rapprochement indoaméricain permet aux troupes US de conduire des manoeuvres sur le sol indien, des jungles du Nord-Est (2007) aux montagnes himalayennes du Ladakh (2006, 2008) : dans les deux cas, pas très loin des frontières chinoises. S'y ajoutent des exercices maritimes dans la Baie du Bengale.

III. Le Pakistan et la Chine aujourd'hui

Les nouveaux paramètres réorientant la politique chinoise vis-à-vis du Pakistan ont fait évoluer la relation entre les deux pays, mais ne l'ont pas rendue caduque. Certes, la diplomatie chinoise a évolué plus vite que la diplomatie pakistanaise, toujours contrainte tant que l'Armée n'aura pas redéfini pour le pays un nouveau paradigme régional, stabilisant enfin les relations avec l'Inde et avec l'Afghanistan. Pour autant, le Pakistan reste un pays clé pour Pékin, dans le nouveau grand jeu qui se déploie entre l'Asie du Sud-est, l'Asie du Sud et les marges orientales de ce que l'Administration Bush a un temps appelé le « Grand Moyen-Orient ». Vu de Pékin, le Pakistan reste en effet important pour de multiples raisons.

1. La lutte contre le terrorisme et le séparatisme

Le sort de la lutte contre le terrorisme s'y joue pour une part notable. Tant pour sa capacité d'action, que pour sa capacité de nuisance, le Pakistan reste pour la Chine comme pour les Etats-Unis un pays clé, à la fois havre des « trois fléaux » chers à la rhétorique chinoise (terrorisme, extrémisme religieux et séparatisme) et terrain où ils doivent être combattus. Les forces chinoises et pakistanaises ont conduit des exercices conjoints dans la lutte contre le terrorisme à la frontière sino-pakistanaise, Pékin visant le Mouvement islamique du Turkestan oriental, défini par la Chine comme terroriste. Le Pakistan reste à cet égard un élément décisif à la fois pour la sécurité et l'unité intérieure de la Chine, et pour la sécurité du voisinage chinois. Encore faut-il que le pouvoir d'Etat pakistanaise soit à la hauteur de

7 transcripts.cnn.com/TRANSCRIPTS/0003/25/bn.01.html - 47k

la tâche. Pékin s'est ému à de nombreuses reprises du sort de ses expatriés travaillant au Pakistan, et victimes d'enlèvements ou d'attentats, aussi bien dans la Province Frontière du Nord Ouest que dans le Baloutchistan. En 2007, des chinoises d'Islamabad ayant été prises pour cibles par les brigades du vice et de la vertu basées dans la Mosquée rouge d'Islamabad, Pékin aurait fait pression sur le général Musharraf pour que le quartier général des extrémistes soit réduit. Ce qui fut fait, le pouvoir pakistanais ayant démenti l'hypothèse de pressions de Pékin.

2. Le développement économique de l'Ouest chinois

La volonté d'amoindrir les disparités régionales en Chine a poussé Pékin à mettre en œuvre des plans de développement des provinces ou des régions autonomes du Grand Ouest. Désenclaver le Sinkiang en modernisant une des anciennes routes de la soie passant par Kashgar et Gilgit pour rejoindre la vallée de l'Indus, et de là la Mer d'Arabie, prend dès lors tout son sens, et permet de légitimer un des atouts que les Pakistanais se plaisent à souligner : le rôle de carrefour que leur pays est appelé à jouer, géographie oblige, entre Chine, Asie centrale, Moyen-Orient, Océan indien. La modernisation de la route du Karakorum et la construction du port de Gwadar vont dans ce sens. L'hypothèse du gazoduc Iran-Pakistan-Inde, en lente négociation, pourrait aussi, selon certaines analyses, intéresser la Chine, si une branche courait jusqu'au Sinkiang — à supposer que la chose soit techniquement possible et financièrement rentable, par rapport à d'autres sources, pour une Chine cherchant à conforter sa sécurité énergétique par des approvisionnements extérieurs.

Le nouveau port de Gwadar s'inscrit aussi dans ce cadre, même si sa dimension stratégique est aussi évidente, en ce qu'il offre au Pakistan un second port en eau profonde, loin de Karachi et de la frontière indienne. On s'interroge sur les facilités qui pourraient être offertes à la marine de guerre chinoise. Projet accepté par Zhu Ronji en 2001, il a démarré en 2002, la Chine finançant 80% du coût, et y déplaçant des centaines de travailleurs. Une zone économique spéciale devrait y être établie, ainsi qu'un complexe pétrochimique, mais l'agitation des Baloutches contre le projet a suscité de nombreux troubles, et l'expansion de Gwadar au-delà de sa phase I reste problématique. En parallèle, la coopération indienne à l'expansion du port iranien de Chabahar prend elle aussi du retard. Symétrique de Gwadar, Chabahar offrirait en outre à l'Afghanistan un débouché maritime autre que celui quasi monopolistique dont Kaboul dispose aujourd'hui : Karachi. Le « grand jeu » continue, l'économique étant une des dimensions du stratégique.

Ce « grand jeu » s'observe aussi par les chassés-croisés qui se déploient dans le cadre des organisations de coopération régionale. L'Association pour la Coopération Régionale en Asie du Sud, la SAARC, qui comptait sept membres à l'origine, a accueilli en 2007 un nouveau pays avec le soutien de l'Inde : l'Afghanistan, où New Delhi poursuit une politique de présence discrète mais efficace, en autres dans les infrastructures. Le Pakistan a fait entrer illico la Chine dans le cercle des observateurs de la SAARC, l'Inde y faisant entrer le Japon. Inde et Pakistan sont, de leur côté, observateurs au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai.

La coopération économique sino-pakistanaise appelle plusieurs remarques. Jusqu'à la fin des années 70 Pékin a dispensé une aide conséquente au Pakistan, portant entre autres sur des équipements de défense. Ceux-ci furent particulièrement accrus dans les années 80 lors de l'engagement contre les Soviétiques en Afghanistan. Suivit une politique de prêts à taux avantageux, qui se poursuit, en particulier lors des phases de crise financières aiguës frappant le Pakistan : ce fut le cas en 1996-1997, et c'est encore le cas aujourd'hui, ces prêts étant généralement soumis à des conditionnalités liées à l'achat de produits ou d'équipements chinois. Avec l'essor des ambitions économiques chinoises, et au-delà des équipements de défense, la Chine est devenue un partenaire économique au sens classique du terme. Elle est particulièrement active dans le domaine des infrastructures (transports, énergie), par le biais de joint ventures, ou dans le cadre d'opérations BOT (Build-Operate-Transfer) ou BOO (Build Own Operate). Le commerce bilatéral est moins actif, et la comparaison avec l'Inde est ici significative. Si les investissements chinois au Pakistan sont supérieurs à ceux opérés en Inde, le commerce sino-indien est beaucoup plus nourri et s'accroît beaucoup plus vite depuis quelques années. La signature d'un accord de libre-échange entre la Chine et le Pakistan, en 2006, devrait faire tomber nombre de barrières tarifaires, si le calendrier était respecté. Quant au projet de « corridor industriel et commercial » approuvé en 2007, il est fort ambitieux (raffinerie avec l'Arabie saoudite, charbon, centres d'affaires, bâtiments anti-sismiques, etc...). Mais comme Gwadar, qui en serait le débouché, il est soumis non pas à de seules contraintes financières, mais bien à l'état d'insécurité du pays, où nombre d'ingénieurs chinois ont été, on l'a dit, enlevés, voire tués. Les concessions foncières que requièrent les zones économiques spéciales envisagées à Gwadar, Karachi, Lahore, Islamabad et Peshawar pourraient susciter des tensions avec les occupants expropriés.

3. Entre Islamabad et New Delhi : la double ligne de Pékin

L'arrivée à la tête de l'Etat chinois de nouveaux responsables, en 2002/2003 —Hu Jintao et Wen Jiabao— a renforcé la ligne d'ouverture en direction du « bon voisinage » et l'importance des relations économiques dans le projet inchangé de servir les intérêts chinois. L'innovation la plus marquante à cet égard, pour le sujet qui nous concerne, est la multiplication parallèle des déclarations et des accords entre Chine et Pakistan d'un côté, Chine et Inde de l'autre. Si les visites de hauts responsables pakistanais en Chine sont plus fréquentes que celle des hauts responsables indiens, c'est aussi que l'asymétrie n'est pas la même pour les deux Etats d'Asie du Sud, le Pakistan étant dans une situation de dépendance qu'ignore l'Inde. Mais sur le fond, le parallélisme de la diplomatie chinoise est frappant.

Pékin signe avec Islamabad en avril 2005 un « Traité d'amitié, de coopération et de relations de bon voisinage » qui est aujourd'hui, avec ses nombreuses annexes, la base de la relation bilatérale entre les deux pays. Le même mois, on l'a mentionné, la Chine et l'Inde annoncent le lancement d'un « Partenariat stratégique et de coopération sino-indien pour la paix et la prospérité », deux jours après « l'accord sur les paramètres politiques et les principes guidant le règlement de la question frontalière sino-indienne ». En 2006, deux déclarations conjointes parallèles confirment les

deux accords signés par Pékin en 2005 avec le Pakistan et avec l'Inde.

Le Pakistan doit désormais accepter cette double politique, écho de la « dehyphenation » qui gouverne également la politique américaine en Asie du Sud. Il doit admettre aussi que les forces indiennes et les forces chinoises, marines incluses, commencent à conduire des exercices conjoints, si modestes soient-ils. Pour autant, la vigilance indienne est de mise. Diplomates, stratèges et analystes suivent de très près les déclarations chinoises, mais aussi les évolutions des forces de l'Armée Populaire de Libération. Le dialogue régulier sur la frontière n'a pas fait évoluer le contentieux, sauf au Sikkim, où la réouverture de la passe de Nathu La reste plus symbolique qu'efficace. New Delhi est particulièrement sensible aux propos récurrents qui rappellent, entre deux discours fleuris, la position chinoise sur l'Arunachal Pradesh, Etat indien revendiqué par Pékin. Pékin qui surveille de près la façon dont New Delhi contrôle les réfugiés tibétains basés, autour du dalaï lama, à Dharamsala, dans l'Himalaya indien.

Commerce en plein essor, discours conjoints sur le réveil de l'Asie et la nécessité de réformer l'ordre mondial n'empêchent pas l'Inde de mener de pair une réflexion doctrinale sur l'emploi des forces conventionnelles en cas de guerre avec le Pakistan, et de faire monter en puissance ses capacités balistiques. Les essais plusieurs fois réussis du missile à longue portée Agni III (5000km de portée, voire 11000 dans des versions futures) cherchent bien à mettre désormais la Chine des 18 provinces à porter d'hypothétiques frappes indiennes. Dans ce contexte sino-indien où le principe de coopération/compétition l'emporte sur le principe de confrontation sans que l'hypothèse d'un conflit soit écartée à jamais, le Pakistan garde pour Pékin toute sa valeur stratégique, même s'il est devenu en 2004 un « allié hors OTAN » des Etats-Unis. Ou plutôt, il la garderait intacte si l'Etat pakistanais parvenait à rétablir la sécurité intérieure, et à tourner la page de l'aventurisme transfrontalier.

Pékin ne dénonce plus guère, comme jadis, « l'expansionnisme et l'hégémonisme » en Asie du Sud, mots codés pour qualifier les ambitions indiennes. La Chine sait fort bien que les propositions pakistanaises qu'elle soutient depuis les années 70 — l'Océan indien zone de pays, et l'Asie du Sud zone dénucléarisée — n'ont aucune chance d'être prises au sérieux par New Delhi, qui ne définit évidemment pas sa stratégie dans le seul rapport au Pakistan. Mais celui-ci reste un atout pour Pékin, en dépit des problèmes récurrents que soulève la ligne stratégique pakistanaise.

Un journaliste pakistanais écrivait ceci en 2001 :

« There is a material aspect to the relationship between Pakistan and China. But its essence is emotional and sentimental, fulfilling Pakistan's psychological need for an external anchor to shore up its position against India. To be honest, Pakistan with its constant and reiterative whining over Kashmir and other problems can test forbearance of friend and foe alike. But China has conducted itself in exemplary fashion, much like a patient psychoanalyst, lending a sympathetic ear to Pakistan's often baffling troubles and proffering, when the occasion arises, calm and soothing advices »⁸

⁸ Ayaz Amir : « Canker in an Ideal relationship », <http://www.dawn.com>, 18 5 2001, cité par Satyabat Sinha : China

Ce n'est pas faux, mais les analystes pakistanais les plus avisés savent bien que leur pays ne peut compter sur la Chine qu'au crible de ce Pékin pensera bon pour la Chine, et pas de ce qu'Islamabad pense être bon pour le Pakistan.

Conclusion

Les évolutions récentes des relations sino-pakistanaïses ne font que confirmer la marque de fabrique de la diplomatie chinoise, frappée du sceau du pragmatisme — certains diraient du réalisme. L'entrée du Pakistan dans l'OTASE n'avait pas empêché de nouer une relation bilatérale dès la Conférence de Bandung de 1955, une relation qui survécut à tous les aléas d'un long demi-siècle, comme elle survit aujourd'hui à la normalisation en cours des relations sino-indiennes.

Le rapport de force entre Chine et Pakistan est tel que leur relation est asymétrique. Les cyniques pourront juger que la rhétorique fleurie du Karakorum et de l'Océan masque un clientélisme auquel est assujéti le Pakistan, qui ne dispose pas de nombreux « amis par tous les temps », à l'exception peut-être de l'Arabie saoudite, nettement plus discrète dans ses relations avec Islamabad. En réalité, la Chine a aussi besoin du Pakistan. Celui-ci l'a aidé à normaliser ses relations avec Washington sous Nixon, comme il l'a aidé à renouer avec l'Iran du Shah. Surtout, structurellement et quoi qu'en dise Pékin, le Pakistan continue d'offrir à la Chine un moyen de limiter l'aura régionale de l'Inde, voire de fixer au Cachemire une partie non négligeable de l'armée indienne. Enfin, il lui offre une voie directe d'accès à la mer d'Arabie — ou plutôt il lui offrirait une telle voie si le Pakistan n'était pas englué dans des troubles récurrents qui limitent et les politiques de développement et les bénéfices escomptés des grands travaux déjà effectués, comme Gwadar.

Est-ce à dire que le discours chinois sur « la politique de bon voisinage », exposé par Jiang Zemin à Islamabad en 1996, n'est que pure rhétorique ? Certes non, et la Chine n'est sans doute pas pour rien dans la décision du général Musharraf d'infléchir sa politique vis-à-vis de l'Inde en 2003. Pékin a toutes les raisons de s'inquiéter de la montée de l'islamisme radical et du terrorisme au Pakistan et elle partage de facto un intérêt commun avec Washington et New Delhi quant à la résorption du foyer de crise établi sur la frontière du Pakistan et de l'Afghanistan. Mais « l'amitié » sino-pakistanaïse tient bon. Reste à savoir si la Chine entend, ou entendra, user davantage de son influence sur Islamabad pour convaincre le pouvoir pakistanais, et au premier chef l'Armée pakistanaïse, de changer de paradigme régional, pour travailler eux aussi à une « politique de bon voisinage » bénéfique à tous, quelles que soient les inévitables compétitions entre voisins. Ce serait là à la fois le préalable à une lutte résolue contre les « trois fléaux » qui menacent le Pakistan bien plus que la Chine, et le résultat d'un tel engagement. Si le succès n'est pas assuré, on voit du moins à l'œuvre, en Asie du sud, une politique chinoise cherchant à répondre, sans y parvenir toujours, aux objectifs identifiés par Zhao Gensheng dans un article publié au Pakistan en 2005 : « Equilibrer et stabiliser ». ⁹

in Pakistan's Security Perceptions », in Swaran Singh (ed.) : China-Pakistan Strategic Cooperation, 2007, p. 98

⁹ Voir bibliographie

Petite bibliographie :

AKHTAR, Shaheen: Pak-China Economic Relations: Forging Strategic Partnership in the 21st Century, *Regional Studies*, XIX, n°3, Summer 2001, pp. 35-75

FARUQUI, Ahmad : The Sino-Pakistani Relationship : From Harmony to Disquiet. 2 Janvier 2001. www.nautilus.org/fora/security/0101A_Faruqui.html

GARVER, John: The Future of the Sino-Pakistani Entente Cordiale, in Michael Chambers (ed) : *South Asia in 2020: Future Strategic Balances and Alliances*, US Army War College, Strategic Studies Institute, Carlisle, 2002

HAIDER, Ziad : Baluchis, Beijing and Pakistan's Gwadar Port, *Georgetown Journal of International Affairs*, Washington DC, Winter Spring 2005, pp 95-103

HU, Shisheng: China's South Asia Policy and its Regional Impact, in *Institute of Regional Studies: Majors Powers and South Asia*, Islamabad, 2004, pp. 302-324

HUSSAIN SYED, Anwar : *China and Pakistan: Diplomacy of an Entente Cordiale*, Oxford University Press, Karachi, 1974

INSTITUTE OF STRATEGIC STUDIES ISLAMABAD : Report on the Seminar : 55 Years of Pakistan-China Relations, 23 May 2006: <http://www.issi.org.pk/reports.aspx>

MAHMUD, Khalid : Sino-Pakistan Relations: an 'All Weather Friendship', *Regional Studies*, XIX, n°3, Summer 2001, pp. 3-34

RACINE, Jean-Luc: The Uncertain Triangle : India, China and Pakistan. The regional and international dimensions. Communication à la journée d'études du CERI : *South Asia Issues in International Politics*, 18 décembre 2000 : www.ceri-sciencespo.com/archive/jan01/racine.pdf

SINGH, Swaran (ed) : *China-South Asia: Issues, Equations, Policies*, Lancer Books, New Delhi, 2003. Compte rendu détaillé d'Alain Lamballe in *Cahiers de Mars*, n°187, dossier L'Asie du Sud, 2006, pp. 29-42

SINGH, Swaran(ed): *China-Pakistan Strategic Cooperation. Indian Perspectives*, Manohar, New Delhi, 2007

ZHAO, Gensheng : China's South Asia Policy: Balancing and Stabilising, *Regional Studies*, Islamabad, volXXIII, n°3, Summer 2005, pp 3.16